

Alliés un jour, rivaux toujours

Myriam YAKOUBI

La rivalité franco-britannique au Moyen-Orient a-t-elle été le moteur du conflit israélo-palestinien ? Agrippés après la Première Guerre mondiale à leurs mandats de Syrie et du Liban, pour les uns, d'Irak et de Palestine, pour les autres, France et Grande-Bretagne ont secrètement œuvré à se démolir en alimentant révoltes et terrorismes.

Recensé: James Barr, *A Line in the Sand: The Anglo-French Struggle for the Middle East, 1914-1948*, New York, Norton, 2012

Dans *A Line in the Sand*, James Barr réexamine la rivalité entre la France et la Grande-Bretagne au Moyen-Orient pendant la première moitié du XX^e siècle. Tandis que de nombreux ouvrages ont souligné la complicité des pouvoirs impériaux pour duper les Arabes pendant la Première Guerre mondiale, l'auteur s'efforce quant à lui de démontrer la duplicité de la France et de la Grande-Bretagne l'une envers l'autre. Grâce au croisement de sources à la fois britanniques et françaises – une démarche malheureusement rare – il apporte au sujet un éclairage original et pertinent, sans pour autant disposer d'éléments fondamentalement nouveaux. Barr annonce pourtant avoir fait une découverte dans les archives britanniques. Il affirme que durant la Seconde Guerre mondiale, la France et la Grande-Bretagne se sont livrées une « guerre secrète » au Moyen-Orient : après avoir été victime des machinations britanniques pour l'évincer de ses mandats du Liban et de la Syrie, la France, dans son désir de vengeance, a soutenu et armé certains groupes terroristes juifs afin de chasser les Britanniques de Palestine. Or il semble que cette information, que l'auteur présente comme

une révélation, soit en fait bien connue. Il reste à examiner les éléments sur lesquels il s'appuie pour retracer le cheminement de cette rivalité franco-britannique.

La Première Guerre mondiale : une genèse

Dans la première partie de son livre, James Barr revient sur le rôle des Français et des Britanniques qui, au cours de la Première Guerre mondiale, vont façonner le Moyen-Orient contemporain. Les deux pays sont en effet alliés durant la guerre, mais leur relation n'en est pas moins faite de défiance. À cette époque, l'« incident » de Fachoda est encore dans tous les esprits et l'Entente sur laquelle cet affrontement avait fini par déboucher, loin d'être véritablement « cordiale » est un mariage de raison motivé par la montée en puissance de l'Allemagne. L'alliance de ce pays avec l'Empire ottoman pousse la France et la Grande-Bretagne à conclure entre elles un traité prévoyant le partage des provinces arabes de l'« homme malade de l'Europe ». Du côté britannique, c'est Mark Sykes, un jeune député, qui est chargé de négocier ces accords. Comme le souligne l'auteur, l'expertise de Sykes est largement auto-proclamée puisque ne parlant ni l'arabe ni le turc, sa connaissance de la région a pour unique source les voyages d'agrément qu'il y fait avec sa famille et les récits qu'il en tire. Sykes est donc l'« amateur » par excellence¹. Du côté français, c'est François Georges-Picot qui est chargé de s'assurer que les Britanniques prendront bien en compte les intérêts de son pays, concentrés dans la région syrienne. Picot est membre du Comité de l'Asie française, un groupe lié aux milieux coloniaux, soucieux de faire la promotion de la présence de la France au Levant. Grâce à ses investissements économiques d'avant guerre et à son rayonnement éducatif, religieux et culturel, la France est bien la puissance dominante en Syrie² et entend le rester, une situation que les Britanniques n'acceptent que difficilement, contrairement à ce que l'auteur semble sous-entendre (p. 9).

En effet, avant la guerre, ces derniers n'avaient pas eu d'autre choix que de reconnaître la primauté de l'influence française en Syrie à cause de leur dépendance maritime envers les Français en Méditerranée³. En mai 1916, après d'âpres négociations, il revient finalement aux Français d'administrer « directement » une zone allant du littoral libanais à Mossoul en

¹ C'est ce qu'évoque le titre de la biographie que Roger Adelson lui consacre : *Mark Sykes : Portrait of an Amateur*, Londres, Jonathan Cape, 1975.

² Voir Henry Laurens « La France du Levant », *Orientales III*, Paris, CNRS Éditions, 2004, p. 128-129.

³ Voir Rashid Khalidi, *British policy towards Syria and Palestine, 1906-1914*, Londres, Ithaca Press, 1980, p. 92-93.

débordant au nord sur l'Anatolie. La Grande-Bretagne elle, gagne le contrôle direct de la région mésopotamienne, de Bassora au sud à Bagdad au nord, ainsi que du port d'Haïfa en Palestine. Quelques mois auparavant (de juillet 1915 à janvier 1916), à travers une série de lettres échangées entre Henry MacMahon, le haut-commissaire en Égypte, et Hussein, chérif de La Mecque et chef de la dynastie hachémite, les Britanniques avaient laissé entendre (de façon délibérément ambiguë) qu'ils pourraient rétribuer Hussein pour son déclenchement de la Révolte arabe en le plaçant à la tête d'un royaume arabe « indépendant » à l'issue de la guerre. Or, en plus des zones d'administration directe, les accords Sykes-Picot prévoient le partage du territoire promis à Hussein en deux zones « d'influence » française (au nord) et britannique (au sud). La partie française est appelée « Syrie » et la partie britannique « Arabie », ce qui renvoie à la division mentale (dont Sykes et d'autres Britanniques sont fortement imprégnés, mais que Barr manque de souligner) entre la partie levantine du Moyen-Orient, dont les habitants souvent francophones sont considérés par les Britanniques comme un melting-pot des différentes civilisations méditerranéennes, et la partie intérieure, voire désertique de cette région, espace bédouin qu'ils perçoivent comme étant le seul espace arabe « pur » et authentique⁴. Craignant à la fois de compromettre l'alliance avec la France et de se voir privés de l'aide d'Hussein (le seul à même de contrebalancer l'appel au djihad du sultan ottoman), les Britanniques sont pris dans un imbroglio qu'ils ont eux-mêmes créé. Tout en soutenant la Révolte arabe du point de vue militaire, ils espèrent qu'elle échouera politiquement. Mais c'est sans compter avec Thomas Edward Lawrence, officier britannique engagé auprès des Hachémites dans la Révolte arabe, bien décidé à ravir aux Français leur trophée syrien en faisant arriver les Arabes en premier à Damas. C'est chose faite le 1^{er} octobre 1918, et Faysal, le second fils d'Hussein, établit une administration arabe en Syrie.

L'auteur montre ensuite que dès la fin de la guerre, des antagonismes apparaissent entre Français et Britanniques. Forts de leurs succès au Moyen-Orient, ces derniers veulent réviser les accords passés avec la France, d'autant plus qu'ils découvrent que Mossoul, qui se trouve dans la zone française, a un fort potentiel pétrolier. Les Britanniques sont également réticents à renoncer à la Palestine. Le soutien au sionisme, à travers la Déclaration Balfour du 2 novembre 1917, est alors un moyen de remettre en question l'arrangement avec les Français, et de prendre pied dans un territoire stratégique car situé tout près de l'Égypte et du

⁴ À propos de cette division entre levantinité et arabité, voir Henry Laurens, « La Révolte arabe, T.E. Lawrence et la création de la Transjordanie », *Orientales III*, Paris, CNRS Éditions, 2004, p. 190-191.

canal de Suez. Toutefois, il ne faut pas, comme Barr est parfois tenté de le faire (p. x ou p. 357) voir dans ce soutien au sionisme la seule volonté de contrecarrer les ambitions de la France. D'autres facteurs ont également pesé dans le choix britannique de soutenir la création d'un foyer national juif en Palestine : Sykes pensait par exemple que les nombreux Juifs russes auraient assez d'influence sur le gouvernement révolutionnaire de 1917 pour que celui-ci ne se retire pas des hostilités, ou encore que le soutien britannique à un peuple opprimé ferait plus facilement accepter au gouvernement américain les ambitions de la Grande-Bretagne au Moyen-Orient après la guerre⁵. Enfin, la redécouverte de la Terre sainte à l'époque victorienne, à travers de multiples récits de voyages, ouvrages de nature géographique et photographies servant à illustrer la Bible, a participé à alimenter une tradition britannique de philosémitisme ou de « sionisme chrétien »⁶. Les Français sont bien décidés à ne pas plier devant les ambitions britanniques. Face à la pression des milieux coloniaux, Clemenceau doit faire valoir les droits de la France en Syrie. Les Américains posent également problème car le Président Wilson ne reconnaît pas la validité des accords Sykes-Picot. Avec ses Quatorze points, l'heure est au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Cependant, Barr surestime probablement l'anti-impérialisme de Wilson (p. x). En effet, si celui-ci voit d'un mauvais œil les relents coloniaux de l'attitude de la France et de la Grande-Bretagne, il n'envisage pas pour autant une indépendance complète des provinces arabes, mais plutôt une forme d'autonomie encadrée par une nouvelle institution internationale⁷. Cette position va déboucher sur le système des mandats de la Société des Nations, qui peuvent être considérés comme une tentative de compromis entre les intérêts impériaux des vieilles puissances européennes et la volonté américaine de promouvoir l'émancipation des peuples. La France finit par renoncer à Mossoul et à la Palestine en échange d'une participation dans le pétrole irakien et à sa domination de la Syrie.

Conformément à ce plan, lors de la Conférence de San Remo en avril 1920, elle se voit attribuer un mandat sur la Syrie et le Liban, tandis que la Grande-Bretagne obtient un statut identique en Irak et en Palestine. Faysal se retrouve seul face aux Français, qui finissent par le

⁵ Voir David Fromkin, *A Peace to End All Peace, Creating the Modern Middle East, 1914-1922*, Londres, André Deutsch, 1989, p. 287.

⁶ Karl Meyer et Shareen Blair Brysac analysent le poids de cette tradition dans le chapitre qu'ils consacrent à Mark Sykes dans leur ouvrage *Kingmakers, The Invention of the modern Middle East*, New York, Norton, 2008.

⁷ C'est l'interprétation d'Henry Laurens, « San Remo, la France et la Palestine », *Orientales II*, Paris, CNRS Éditions, 2004, p. 180. En effet, on constate que Wilson parle pour ces territoires d'un « développement autonome » (12^{ième} point) tandis qu'il utilise le mot « indépendance » pour les pays des Balkans (11^{ième} point) ou pour la Pologne (13^{ième} point).

chasser en juillet 1920 lors de l'affrontement de Maysalun. Dès lors, Lawrence (désormais « d'Arabie ») n'a de cesse de défendre son champion. Dans un article du *Times*, il le décrit comme « le plus grand chef arabe depuis Saladin » (p. 103). Influencé par Lawrence, Churchill offre à Faysal de le « refaire » roi, cette fois-ci en Irak dans le cadre du mandat, ce qu'il accepte. Dans le même temps, les Britanniques confient à son frère Abdallah une sorte d'émirat à durée déterminée (il s'agit alors d'une période test de six mois) en Transjordanie⁸, cette région rattachée au mandat britannique sur la Palestine. Pour les Français, il s'agit d'une véritable provocation : la Syrie se retrouve encerclée par des territoires sous domination britannique avec à leur tête des Hachémites (sauf en Palestine) qu'ils considèrent comme des « créatures » de la Grande-Bretagne et qui ont la capacité de nuire à leurs intérêts par une éventuelle collusion avec les nationalistes syriens. Pour Barr, c'est bien ce choix britannique qui fonde la discorde entre les deux « voisins » et en effet, c'est la suspicion qui au Moyen-Orient va dominer les rapports entre la France et la Grande-Bretagne, alliées d'un jour, rivales de toujours.

Rivalité entre puissances mandataires

Dans un second temps, Barr s'emploie à retracer ces deux histoires mandataires parallèles en pointant du doigt les sujets de friction entre les deux puissances. Le premier d'entre eux est le refus britannique de poursuivre et d'extrader de Transjordanie les assaillants du Général Gouraud, haut-commissaire français en Syrie et au Liban, qui manque d'être assassiné en 1921. De même, les Français sont irrités par le statut de réfugiés politiques que la Grande-Bretagne accorde aux rebelles druzes qui durant la révolte de 1925-1927 trouvent encore une fois asile en Transjordanie. Le consul britannique à Damas, Salisbury-Jones, n'hésite pas à instrumentaliser cette révolte à des fins politiques en la présentant (à travers la presse) comme un retour de bâton de la mauvaise gouvernance française. Barr conclut que les Britanniques ont tout fait pour prolonger l'insurrection dans le but de déloger les Français de Syrie (p. 142). Avant de les installer sur leurs trônes respectifs, les Britanniques avaient exigé de Faysal et d'Abdallah qu'ils renoncent à leurs ambitions respectives en Syrie, dans le but de ménager la France. Mais ils ne veulent pas pour autant prendre le risque politique d'être publiquement associés au gouvernement français de Syrie, extrêmement impopulaire, nous dit l'auteur. Il rapporte d'ailleurs les propos d'un officier britannique déclarant que les Français ont une manière archaïque de diriger les populations indigènes (p. 120). Barr affirme même

⁸ Qui deviendra la Jordanie après son indépendance, en 1948.

que par comparaison avec les Français, dont la tutelle est « arbitraire, confessionnelle, reposant sur l'exploitation et corrompue » (p. 119), les Britanniques paraissent « éclairés » (p. 121).

Or, on peut douter du fait que les Britanniques, qui en 1920 n'ont pas hésité à bombarder l'Irak voisine pendant des mois, aient véritablement été perçus par les Syriens ou le reste des habitants de la région comme étant « éclairés ». Il est en effet difficile de se contenter, comme le fait l'auteur, de relayer les impressions des agents sur place sans les analyser ni les remettre en question. En fait, les discours tenus par les Français sur les Britanniques et les discours britanniques sur les Français sont, pour les deux pouvoirs mandataires, une façon de se rassurer sur leur propre popularité, souvent illusoire. Chacun projette ainsi sur l'autre l'image idéalisée (et donc déformée) de la nature et de la forme de son pouvoir, ainsi que de la réception de ce pouvoir par les populations locales.

Avec la Grande Révolte arabe (la révolte des Arabes de Palestine en 1936-1939), c'est au tour des Français de mettre des bâtons dans les roues de l'administration britannique. Ils refusent de livrer les fugitifs palestiniens qui traversent la frontière, et les Britanniques pensent qu'ils obtiennent un soutien en Syrie de la part des autorités françaises. Barr affirme (p. 154) que ce refus français de coopérer a « profondément influencé » la réponse des Britanniques, qui se lancent eux-mêmes dans des opérations de guérilla et ont recours à des méthodes qui comme le souligne l'auteur (p. 174) ne sont pas sans rappeler celles des *Black and Tans* en Irlande. Toutefois, si la non-assistance des Français a certainement accru la frustration des Britanniques, on peut douter du fait que la violence de la répression eût été moindre si les Français avaient été de meilleure volonté. En effet, cette violence est sans doute davantage dictée par les conditions du terrain et la nature de la rébellion que par le contexte extérieur. Comme vingt-cinq ans auparavant, c'est la perspective d'une guerre mondiale qui va rapprocher la France et la Grande-Bretagne, malgré leurs suspicions réciproques.

Cette période représente un tournant dans les relations franco-britanniques au Moyen-Orient puisque les deux puissances vont franchir un cap supplémentaire dans leur hostilité commune. Pourtant en 1940, après l'effondrement de la France, l'alliance entre les Britanniques et la France libre est extrêmement précieuse dans la mesure où les Allemands, en s'appuyant sur les bases aériennes des Français vichystes au Levant, menacent tout le Moyen-

Orient britannique. De Gaulle dépend de ses alliés mais craint leurs ambitions en Syrie et au Liban. Le Général Catroux, alors l'un de ses rares sympathisants, soulève quant à lui l'idée d'une indépendance libanaise et syrienne après la guerre afin de s'assurer du soutien des populations locales pendant une éventuelle opération militaire contre Vichy au Levant. Les Britanniques, qui espèrent faire oublier leurs déboires en Palestine et redorer leur image dans le monde arabe, vont alors se faire les garants de cette proposition, pour obliger De Gaulle à tenir cet engagement après la guerre. Britanniques et Forces Françaises Libres participent donc conjointement à la libération du Levant en juin 1941. Cependant, les tensions resurgissent dès la fin des opérations. Les nationalistes syriens en appellent à la Grande-Bretagne, qui a promis de ne pas laisser la France se réinstaller au Levant. Les Britanniques sont exaspérés par l'attitude de De Gaulle, qui tantôt affirme représenter la France, tantôt assure ne pas avoir le pouvoir de mettre un terme aux mandats. En 1943, les Français finissent par organiser des élections, mais lorsque les nationalistes en sortent vainqueurs, ils arrêtent le Président et le Premier ministre libanais et censurent la presse. Pour Churchill, une telle situation est inacceptable. En même temps, à Londres, on comprend que De Gaulle souhaite négocier un traité qui assure à son pays une position privilégiée au Levant avant d'envisager l'indépendance, tout comme les Britanniques l'ont fait en Irak. En effet, les indépendances des pays anciennement sous tutelle britannique sont limitées par des traités. Aussi les indépendances totales de la Syrie et du Liban créeraient-elles un dangereux précédent. À ce sujet, Barr montre bien (p. 250) la différence de point de vue entre le gouvernement de Londres et « l'homme sur place », en l'occurrence Edward Louis Spears, ministre britannique plénipotentiaire en Syrie et au Liban. Celui-ci avait été le plus fervent partisan britannique de De Gaulle mais rêve désormais d'unité arabe et souhaite arracher aux Français les indépendances des pays du Levant. Finalement, c'est en avril 1945 qu'éclate la crise finale, lorsque le gouvernement syrien demande le transfert du commandement des Troupes spéciales du Levant, dernier symbole de l'autorité française dans le pays. La France fait débarquer des troupes en anticipation des troubles que son refus va déclencher. La situation dégénère effectivement rapidement et les Français bombardent Damas. Churchill envoie un ultimatum à De Gaulle : les Français doivent cesser le feu ou les Britanniques eux-mêmes emploieront la force. De Gaulle accuse les Britanniques d'avoir armé la gendarmerie syrienne pour qu'elle puisse combattre les Français. Cependant, la pression des Britanniques et des Américains ne laisse aucune marge de manœuvre aux Français, contraints de céder. Ils transfèrent le commandement des Troupes spéciales et l'année suivante, en 1946, les troupes

britanniques et françaises quittent la région. Dans la description par l'auteur de ce bras de fer entre la France et la Grande-Bretagne, le poids des États-Unis n'apparaît qu'en toile de fond, alors que c'est bien un rôle de premier plan que ce pays a joué dans les indépendances syrienne et libanaise⁹. Ainsi se terminent les mandats français au Levant. De Gaulle est furieux et Georges Bidault, son Ministre des Affaires étrangères, prévient les Britanniques qu'ils ne tarderont pas à subir le même sort. James Barr nous indique (p. 252) que dès 1944, certains membres de l'administration française trouvent justement le moyen de se « venger ».

La stratégie sioniste des Français

Ces événements permettent à l'auteur d'exposer ce qu'il considère comme le point culminant de la rivalité franco-britannique dans la région. En Palestine, la Grande-Bretagne doit désormais faire face à la violence des terroristes juifs, qui veulent mettre un terme au mandat. Or, Les Français soutiennent et arment ces groupes qui, comme eux, veulent expulser les Britanniques de Palestine. L'auteur met en scène cette découverte dans l'avant-propos de son livre (p. ix), lorsqu'il raconte être littéralement tombé des nues en parcourant des documents qui, comme il le souligne à plusieurs reprises, n'ont été que récemment déclassifiés. Il n'hésite pas à faire part de son sentiment à ses lecteurs : tandis que des Britanniques se sacrifient au côté des Américains pour libérer la France, celle-ci fait le choix de soutenir ceux qui, en Palestine, s'emploient à tuer des soldats et des fonctionnaires britanniques (p. ix). Il semble donc qu'en Orient, le vieil adage selon lequel « l'ennemi de mon ennemi est mon ami » ait trouvé toute sa place. L'auteur décrit la démarche du groupe Stern, qui cherche à convaincre les Français de faire cause commune. L'assassinat en 1944, par ce même Groupe Stern de Lord Moyne, le ministre-résident britannique au Moyen-Orient, fervent défenseur du projet de Grande Syrie, ne fait qu'accroître les tensions et les suspicions. La multiplication des attentats, dont le plus spectaculaire est sans aucun doute celui de l'Hôtel *King David* en juillet 1946, isole davantage l'Irgoun et le groupe Stern, contraints de chercher un soutien à l'étranger. Mais il semble que l'auteur ne soit pas vraiment le premier à révéler le soutien français à ces organisations. Régis Debray, dans sa critique d'un livre du journaliste Charles Enderlin, décrit ainsi ces événements apparemment bien connus : « Begin, Juif polonais, rescapé du Goulag, Moshé Dayan en jeune volontaire à qui une balle pétainiste arrache un œil sur le front syrien, en 1942, le Paris d'après-guerre où gaullistes et socialistes,

⁹ Voir Henry Laurens, « Les États-Unis et l'Orient arabe », *Orientales III*, Paris, CNRS Éditions, 2004, p. 236.

la DST aidant, offrent une base arrière à la Haganah et au Mossad, l'odyssée pathétique de l'Exodus : voilà, entre cent autres, des rappels illustres. »¹⁰

C'est effectivement l'épisode de l'*Exodus* qui marque la fin du mandat britannique, entériné par le vote à l'ONU du plan de partage de la Palestine en novembre 1947, après le lobbying efficace de la délégation sioniste, notamment auprès de la France. Cependant, les Britanniques n'ont pas encore dit leur dernier mot. À travers les ambitions d'Abdallah, ils espèrent conserver leur influence dans la région. Ils arment donc l'Égypte et la Jordanie, et les Français arment l'Irgoun. Malgré leur supériorité numérique, les armées arabes sont défaites et l'État d'Israël est proclamé en mai 1948.

Barr conclut que ni la France ni la Grande-Bretagne ne sortent grandiées de cette histoire (p. 359) puisque toutes deux ont participé à exacerber un conflit qui dure jusqu'à aujourd'hui (p. xii). Son livre a le mérite de croiser les points de vue à la fois à l'intérieur d'un même camp et entre les deux parties concernées. La variété des sources, la richesse des anecdotes personnelles et la vivacité du récit – au ton parfois quelque peu polémique, mais l'auteur a été journaliste – en font une lecture plaisante. Sans aucun doute, Barr pousse trop loin sa théorie du désir de vengeance lorsqu'il voit (p. 359) dans le rejet par De Gaulle de l'adhésion de la Grande-Bretagne au Marché commun en 1963 la conséquence de cette histoire moyen-orientale plus que mouvementée. Les causes de ce refus – dont la plus connue est la crainte que la Grande-Bretagne ne soit en Europe le « cheval de Troie » des États-Unis – sont à chercher ailleurs. Ce que montre surtout l'histoire relatée par James Barr est que malgré la conception différente de leur pouvoir dans la région, c'est bien la même logique impériale qui a animé la France et la Grande-Bretagne dans cette partie du monde. Prêts à tout pour préserver leurs intérêts, ces deux pays ont poussé cette logique très loin, jusqu'à un point de non-retour.

Publié dans laviedesidees.fr, le 6 juin 2012.

© laviedesidees.fr

¹⁰ À lire en ligne sur le site de France 2 (<http://blog.france2.fr/charles-enderlin/2008/03/05/la-critique-du-livre-par-regis-debray-publiee-aujourd'hui-dans-le-nouvel-obs/>).